



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 15 novembre 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Comité interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Le Bourget – Saint-Denis

Lundi 15 novembre 2021

Seul le prononcé fait foi

Mesdames les ministres, chère ROXANA, chère NADIA,
Madame et Monsieur les anciens ministres des Sport que je salue
chaleureusement,
Monsieur le maire de Saint Denis,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le président de la Métropole du Grand Paris,
Monsieur le président du Conseil départemental,
Monsieur le vice-président de la région Île-de-France,
Monsieur l'adjoint à Madame la maire de Paris, par ailleurs, présidente de
la SOLIDEO,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le délégué interministériel aux Jeux Olympiques Paralympiques,
Monsieur le président de Paris 2024,
Monsieur le directeur général de la SOLIDEO,
Monsieur le préfet de région,
Monsieur le préfet de département,
Mesdames et Messieurs, comme l'on dit, chacun en vos grades et qualités,

Oui, cher Patrick, cher président, vous avez raison, je suis très heureux, très satisfait que vous m'ayez invité à cette cérémonie de pose de la première pierre du Centre aquatique olympique. Je suis très heureux, j'allais dire, surtout de ce qu'il y a derrière moi, c'est-à-dire, pour le dire en un mot, de constater de visu que les choses avancent. Et quand on sait, puisque vous avez bien voulu y faire référence, que l'histoire de cette belle aventure olympique qui va nous conduire jusqu'à 2024, a été scandée de moments formidables, de moments aussi difficiles - il y en aura d'autres, assurément - c'est toujours un plaisir pour celles et ceux, j'en fis partie, qui ont apporté, cher Tony, leur contribution, de voir tout simplement que les choses avancent, les choses avancent clairement dans le bon sens, et me semble-t-il, avec efficacité. La réalité, si je devais, là encore la résumer Mesdames et Messieurs, c'est que nous n'avons pas droit à l'erreur. On ne peut pas se loucher.

Nous accueillons normalement les Jeux Olympiques et Paralympiques en France tous les 100 ans, il vaut mieux, mes chers amis, être au rendez-vous du monde. Et c'est ce qu'ensemble nous nous employons à faire. Comment ? Je dirais, si vous me permettez la formule, que ces Jeux Olympiques et Paralympiques, nous ne les voulons pas simplement réussis, ce qui en soi est tout une affaire, nous les voulons exemplaires et préfigurateurs. Il y a deux maîtres mots qu'il va falloir que nous concilions, que nous nous employions à concilier : la sobriété et l'ambition. Il peut y avoir, nous allons démontrer qu'il peut y avoir, une sobriété ambitieuse. Il s'agit évidemment d'organiser, de savoir organiser, parce que tous les projecteurs de la planète seront sur la France, un événement tout à fait exceptionnel. Mais un événement qui interviendra dans la France et dans le monde de 2024, donc qui devra battre à l'unisson de ce monde, des changements de la société, des aspirations de notre propre peuple, qui lui ressemble. Il faut bien sûr que ces Jeux, on le sait, c'est l'ADN désormais que porte le CIO lui-même, aient un héritage. C'est sans doute la différence avec des Jeux d'autres périodes, trois petits tours et puis s'en vont, un événement exceptionnel dont il reste peu de choses.

Aujourd'hui, la commande qui est faite, et c'était d'ailleurs les fondements mêmes de la candidature de la France, c'est que l'héritage est au moins aussi important. Pas plus important, nous devons, je vais y revenir, réussir les Jeux. Mais l'héritage est au moins aussi important que la réussite de l'événement lui-même. Et c'est ce que je voudrais ajouter devant vous en tant que chef du Gouvernement, c'est que finalement l'organisation de cet événement et l'héritage qu'il doit laisser à la France s'inscrit en cohérence avec l'ensemble des politiques publiques que nous conduisons.

C'est cela, Mesdames et Messieurs, des Jeux olympiques réussis, à la fois inspireurs et illustreurs des aspirations de notre société et des politiques publiques que nous conduisons pour y répondre et pour transformer notre pays. J'ai réuni ce matin au Bourget, autre site symbolique, un Comité interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques avec une très forte représentation des membres du Gouvernement. Signe de la mobilisation, j'y reviendrai, que nous devons avoir précisément compte tenu des ambitions qu'ensemble nous partageons. Qu'ai-je demandé aux membres du Gouvernement, que je relaie devant ce qu'on a coutume d'appeler l'écosystème olympique, qui est en fait une équipe de France ?

D'abord, évidemment, de tenir le calendrier, je commence par ça, c'est évident. Mais vous le savez, nous avons déjà eu, et Tokyo en a fait les frais plus que nous encore, quelque imprévu arrivé en mars 2020 qui n'a pas été sans impact sur plusieurs éléments du dossier olympique. On l'a vu, je le dis au passage, sur la question des transports et du calendrier du Grand Paris Express, formidable projet autour duquel j'ai réuni les élus de la région francilienne, il y a tout juste deux semaines. Nous avons pu constater qu'avec les réaménagements auxquels vous avez su ensemble procéder, ce calendrier sera tenu et il est impératif, évidemment, qu'il le soit et je remercie tous les maîtres d'ouvrage.

Nous sommes ici, le président OLLIER l'a rappelé, à la cérémonie de pose de la première pierre du principal ouvrage olympique qui sera construit à la faveur de ces Jeux et qui illustre, à sa manière, la sobriété. Le choix de Paris 2024, c'est d'utiliser en les modernisant et en les transformant, le maximum d'infrastructures existantes, mais il en faut quelques nouvelles, et celle-là sous maîtrise d'ouvrage de la métropole du Grand Paris, vous le savez, est la principale. Donc merci à tous les maîtres d'ouvrage coordonnés par la SOLIDEO, aux entreprises qui ont été désignées. Ce qui me donne l'occasion de rappeler que les Jeux donnent du travail, de l'activité et vous savez combien en ces temps particuliers où il faut relancer la machine économique, la machine France, les Jeux Olympiques y apportent toute leur contribution. Les budgets devront être tenus. On le sait aux yeux de nos concitoyens, Jeux Olympiques égal dérapage, pour d'autres, même gabegie. Nous avons l'impérieux devoir de montrer que c'est tout le contraire, que les retombées économiques sont extrêmement importantes, j'y reviendrai, pour les territoires, que l'investissement est utile pour le pays, que les budgets sont suivis et maîtrisés. Ça dépend très largement de nous. Bien sûr, là encore, vous le voyez comme moi, la conjoncture montre, avec notamment la raréfaction de l'accès à certaines matières premières, que les marchés publics, tous les élus qui sont présents ce matin le savent bien, sont impactés

par ce phénomène. Nous devons savoir et pouvoir y faire face. Le troisième objectif que nous poursuivons, je le rappelle, tout cela est lié, c'est la transparence et la concertation. Oui, nous sommes en 2021-2022, nous avons l'impérieux devoir d'associer, davantage sans doute que par le passé, les populations, j'allais dire le peuple de France, à la conduite de ce projet exceptionnel. Alors bien sûr, il y aura toujours des contestations, des recours. Je voudrais, par parenthèse, me féliciter de la qualité des dossiers qui sont conduits par les structures publiques, par l'autorité préfectorale, puisque je constate que la Cour administrative d'appel de Paris, dont vous vous souvenez que, préparant la célèbre loi olympique, j'avais souhaité qu'elle soit compétente pour l'ensemble de ces sujets, que la Cour administrative d'appel de Paris, je le disais, montre dans beaucoup de ses décisions la qualité à la fois de cette concertation et la solidité juridique des dossiers que vous portez. Il faut continuer à y veiller. Les populations sont devenues plus exigeantes, plus regardantes, parfois plus enclines à la contestation. Ça fait partie de la réalité de notre société. Ça nous crée des devoirs de transparence auxquels, j'en suis sûr, vous êtes toutes et tous attachés. Quatrième objectif que j'ai rappelé à mes ministres, évidemment, la sécurité de ces Jeux Olympiques et Paralympiques devra être parfaitement assurée. Ça va sans dire, me direz-vous, mais ça va mieux en le disant, voyez-vous, ça va mieux en le disant. Et la sécurité, là aussi à la mode d'aujourd'hui, puisque la sécurité, c'est aussi la cybersécurité.

Donc, nous devons mettre les moyens, les ambitions. Nous allons avoir des Jeux sur plusieurs sites, une cérémonie d'ouverture particulièrement originale. Le Président de la République lui-même y a fait allusion à Tokyo, vous vous en souvenez. Tout ça doit se faire dans des conditions de sécurité optimale. Et j'ai donc demandé à l'ensemble des acteurs aux premiers rangs évidemment desquels le ministre de l'Intérieur, de nous faire des propositions sur ce sujet avec un calendrier précis d'ici la fin de l'année pour la cérémonie d'ouverture et au plus tard en juin 2022, pour l'ensemble des sites et des épreuves. D'ores et déjà, nous avons ce matin adopté un certain nombre de dispositions pour faciliter et encourager le recours aux sociétés de sécurité privée qui, vous le savez, interviennent toujours dans ce genre de manifestations et d'événements. Nous manquons d'agents, il n'y a pas que dans ce secteur qu'il y a des tensions, en matière de recrutement, vous le savez, Mesdames et Messieurs.

Donc nous avons pris des dispositions pour que dans le secteur de la sécurité privée et dans le cadre de règles qui seront rénovées, nous puissions trouver les ressources dont les Jeux Olympiques auront besoin. Et voyez encore que nous sommes sur des sujets d'héritage, la réforme de la gouvernance de ce

secteur que nous allons engager aura une utilité, bien entendu, au-delà des Jeux et même avant leur organisation.

Objectif suivant, je vous le dis très clairement, nous jouons à domicile, il nous faut gagner des médailles. Alors je me garderai bien, chère ROXANA, de fixer des objectifs quantitatifs. D'abord parce que c'est toujours un exercice périlleux et que je ne suis pas sûr d'être le plus compétent pour le faire. Si bien que ce que j'ai fixé, autant qu'une obligation de résultats, c'est une obligation de moyens. Ce programme porte l'appellation « Ambition bleue ». Nous en avons, sous couvert de la ministre, confié la responsabilité à Claude ONESTA et à l'écosystème fédéral. Nous avons, ces dernières semaines et encore ce matin au Comité interministériel, dégagé des moyens supplémentaires et fléchés pour que cette préparation de nos athlètes olympiques et paralympiques, après les résultats que vous connaissez des Jeux de Tokyo, soit la plus optimale possible. C'est un point central, je le dis, je l'avais déjà dit, je l'assume devant vous. Les Jeux Olympiques et Paralympiques doivent être un grand moment de fierté nationale. Les couleurs tricolores derrière nos athlètes doivent être portées au plus haut. Il faut que nous nous mobilisions au maximum à cet effet.

Autre objectif qui a déjà été évoqué, les retombées, on le voit, doivent être le plus large possible partout sur le territoire national. Et bien sûr d'abord, mais pas seulement, les retombées sportives, il s'agit de Jeux Olympiques et Paralympiques. J'ai fait faire le calcul qu'avec les moyens supplémentaires que nous allons dégager, bien sûr, il y a les sites olympiques eux-mêmes, les sites d'entraînement, mais il y a tout le reste à travers l'agence et les divers moyens de financement supplémentaire, dont certains récemment annoncés par le Président de la République, déjà en 2021, c'est un millier d'équipements sportifs de plus qui seront rénovés. Financés par l'Etat, car chacun sait évidemment dans ce domaine que les compétences premières, et je les en remercie, appartiennent aux collectivités territoriales.

Nous avons ce matin, en Comité interministériel, adopté un certain nombre de dispositions qui seront rendues publiques pour accroître, ce sera aussi un grand héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques, les pratiques sportives à l'école qui sont insuffisantes, chacun le sait. Nous avons pris un certain nombre de dispositions pour accroître tout ce qui favorise ce qu'on appelle le sport santé. Grand sujet d'héritage, puisque qu'est-ce qu'il y a derrière en réalité, Mesdames et Messieurs ? La volonté d'accroître la prévention dans un système de soin national qui est surtout et depuis fort longtemps essentiellement axé autour du soin. Alors ça passe par toute une série d'expérimentations que nous voulons généraliser, j'en citerai une parce

qu'elle trouvera sa traduction dans le projet de loi de financement pour 2022. Il s'agit d'une expérimentation extrêmement intéressante qui avait été conduite dans deux départements du nord de la France, qui s'adressait aux enfants de 3 à 8 ans en situation de surpoids ou d'obésité, vous savez que c'est un vrai problème de santé publique, pour lesquels des activités sportives, des consultations spécialisées ont été mises en place et proposées pour les aider à s'en sortir. Cette expérimentation a donné des résultats, sans surprise d'ailleurs, très positifs. Nous allons la généraliser et d'ailleurs l'étendre jusqu'à l'âge de 12 ans dès 2022 en dégageant à cet effet une enveloppe de 32 millions d'euros. Des Jeux exemplaires, parce que, j'y insiste une nouvelle fois devant vous, en cohérence avec ce que nous faisons par ailleurs.

Nous sommes ici en Seine-Saint-Denis, Monsieur le maire, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les élus, c'est un choix qui date de bien avant moi que d'organiser une bonne partie des Jeux Olympiques et Paralympiques et de leur héritage en Seine-Saint-Denis. C'est un excellent choix auquel nous donnons de plus en plus corps et qui, j'y insiste une nouvelle fois devant vous, s'inscrit dans la totale continuité avec ce que le Gouvernement fait par ailleurs pour ce département. Cela s'appelle "Un Etat plus fort en Seine-Saint-Denis", je ne vais pas ici vous en décliner à nouveau tous les axes, je crois que vous les connaissez.

Ce matin encore, avec Gérard DARMANIN, nous avons pris, rendu publique une annonce extrêmement forte qui concerne le village olympique et paralympique sur votre commune, Monsieur le maire, puisqu'un héritage, c'est-à-dire à partir de la fin 2026 début 2027, c'est 2 500 agents du ministère de l'Intérieur qui s'installeront dans les Halles Maxwell et le bâtiment Copernic, au cœur du village olympique, au cœur de Saint-Denis. C'est là encore un acte fort, mais qui s'inscrit dans la continuité des décisions que j'ai déjà prises et que je continuerai de prendre. Pourquoi ? D'abord parce que la Seine-Saint-Denis se bat, la Seine Saint-Denis c'est beau. C'est un département jeune et vivant, je le dis ici haut et fort, et surtout, je répète, parce que le rôle de l'Etat, dans la conception qui est la nôtre, est d'abord de venir en aide, à l'appui des populations et des territoires qui en ont le plus besoin. Des territoires qui se battent mais qui, sans le renfort et le concours de la solidarité nationale incarnée par l'Etat, n'arriveraient pas à relever les immenses défis qui sont devant eux. C'est ce que nous faisons.

De la même façon dans ce qui m'a été présenté, cher président OLLIER, par l'entreprise titulaire du marché ici, les Jeux se veulent exemplaires en matière d'insertion et de recours aux PME. Nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet, cher Nicolas, et je le dis à tous les maîtres d'ouvrage. Et ça marche. Mais en

réalité, ça tombe bien parce que c'est ce que nous voulons faire au plan national. Et le fameux Contrat d'engagement jeune, c'est quoi ? C'est de dire voilà, nous avons de l'activité, les Jeux en produisent, mais partout en France nous avons une relance parmi les plus fortes d'Europe, bien au-delà sans doute de 6% en 2021, nous disent de façon assez unanime tous les organismes experts, il faut que tout le monde en profite et il ne faut surtout pas qu'en soient exclus ceux qui sont, comme on dit pudiquement, les plus éloignés de l'emploi. C'est précisément parce que la France crée un nombre d'emplois inédit depuis des décennies que nous avons, c'est un comble, des difficultés à les pourvoir que nous devons veiller à aller vers, comme on dit, ces populations. Les Jeux, là encore, sont un prototype. Mais il ne faut pas que ça s'arrête au prototype parce que, somme toute, les emplois d'insertion que vous créez ici, au CAO ou dans les autres équipements des Jeux seront quantitativement importants, mais limités. Donc, l'idée des dispositifs qu'avec Élisabeth BORNE nous déployons au titre de la formation des demandeurs d'emploi et au titre des jeunes en particulier, doivent se déployer tout particulièrement. Et vous le savez, monsieur le président du conseil départemental, dans ce département, c'est d'ailleurs pour ce motif que nous avons recentralisé l'allocation du RSA pour que toutes vos forces et les nôtres se déploient au bénéfice de l'insertion et en particulier de l'insertion professionnelle, parce que nous croyons au travail et à l'activité comme source d'élévation, comme gain de pouvoir d'achat et comme restauratrice du pacte républicain. Les Jeux, là aussi, doivent être une tête de pont et ils le seront.

Je souhaite aussi que ces Jeux, cher Tony, nous en avons combien de fois parlé, soient les Jeux de Paris, mais les Jeux de la France, et je veux me réjouir avec vous que 2 000 communes aient d'ores et déjà été labellisées Terre de Jeux, couvrant 30 millions de nos concitoyens, que 5 000 établissements scolaires partout sur le territoire national soient impliqués dans cette belle aventure olympique. Là aussi, c'est notre devoir politique de tisser, de recoudre, de fédérer, de rassembler. Voyez comme moi où en est notre pays et combien il a besoin de ces perspectives.

Et que dire du Paralympisme ? Là aussi, qui nous ouvre la voie dans une politique extrêmement offensive que nous devons avoir vis-à-vis de toutes les personnes en situation de handicap, de les amener vers le sport, évidemment, si elles veulent le faire à un haut niveau, mais quelles que soient les pratiques. Encore ce matin, nous avons pris un certain nombre de décisions. En particulier une que je vous cite parce que c'était une demande ancienne : les taxis accessibles aux personnes en situation de handicap en Île-de-France, il n'y en a que 300. Les associations de personnes en situation de handicap

demandent qu'il y en ait beaucoup plus. Il en faut au moins un millier. Simplement évidemment, pour transformer ces véhicules, ça coûte de l'argent. L'État, tu l'as entendu, cher Tony, a décidé de débloquer les moyens pour qu'en 2024, nous atteignons cette cible symbolique de 1 000 taxis accessibles dans la région Île-de-France.

Enfin, il y a tous les enjeux environnementaux que Patrick OLLIER a cités et qui sont aussi au cœur des Jeux, de leurs pratiques et des constructions, notamment celles qui s'élèvent derrière moi. Là aussi, cohérence avec ce que nous faisons. Il a beaucoup été question du bois au village olympique lorsque le Président de la République lui-même s'y est rendu, il y a quelques jours. Ce matin encore, dans la présentation qui a été faite. Oui, très bien. Mais sachez que la part du marché du bois dans la construction, c'est aujourd'hui simplement 8 %. Certes, on a pris des dispositions, notamment les normes RTE qui devraient nous permettre d'atteindre 20 % en 2030. Mais une fois qu'on a dit ça, on n'oublie pas que notre filière nationale de production, de première et deuxième transformation du bois est très insuffisamment développée. Ce n'est pas tout de dire "On va construire en bois." Encore faudrait-il que le bois soit produit et transformé chez nous. Et on en a. Ça fait 30 ans, Mesdames et Messieurs, au bas mot, que j'entends parler de ça, 30 ans. Il est plus que temps d'agir, d'autant que nous avons une forêt. Mais vous le savez, elle est aussi impactée par le changement climatique, et 30% de la surface forestière française est menacée. 30%. Il faut donc la régénérer. Donc on a un plan considérable qui est à la fois un plan industriel sur une filière et un plan écologique sur le renouvellement des essences. Le plan de relance, que je veux citer à nouveau, et désormais le plan France 2030, après une forte concertation de la filière, a pour la première fois dégagé des moyens significatifs pour enfin relever ce défi qui n'a jamais été d'une telle urgence. Là encore, les Jeux sont à l'avant-pointe mais ça ne doit pas être une étoile filante. Cela doit guider les politiques publiques. On peut le dire aussi des pistes cyclables.

Ce matin, nous avons, on avait travaillé ça cher Tony, 420 kilomètres d'itinéraires cyclables pour relier tous les sites olympiques en Ile-de-France. Nous nous sommes aperçus qu'une cinquantaine d'entre eux n'étaient pas complètement financés, ou enfin que le financement de 50 kilomètres d'entre eux n'était pas bouclé. Nous avons dégagé 10 millions d'euros, dont 5 millions sur le Plan vélo national, pour assurer le bouclage de cet objectif qui est évidemment considérable. Et je pourrais citer d'autres exemples, notamment celui de l'hôtellerie et du tourisme. Chacun sait combien l'hôtellerie dans cette région Ile-de-France a été fortement touchée par la crise Covid et continue de l'être : encore moins 40% de nuitées cette année

par rapport à la situation d'avant-crise. Il faut que les Jeux et leur perspective, au moment où j'annoncerai ce samedi un plan de tourisme travaillé avec tous les professionnels, il faut que les Jeux et la perspective d'une population venue du monde entier dans la région Île-de-France et partout en France soient l'occasion, là encore, de permettre de laisser à la France son statut de première puissance touristique du monde. Vous savez l'importance que cela revêt pour notre économie et pour nos emplois. Pour conclure, Mesdames et Messieurs, cher président, je voudrais vous rappeler à toutes et à tous que les Jeux olympiques et paralympiques, me référant au Baron DE COUBERTIN, 1924, ce sont d'abord et surtout des valeurs, des valeurs de paix entre les hommes, de respect de toutes et de tous, d'unité et de rassemblement. Finalement, le principal message et le principal héritage, mais aussi peut-être la principale obligation, Jeux ou pas Jeux en France, mais nous les avons, se situe sans doute là.

Nous avons su démontrer, cher Patrick OLLIER, les responsables publics dans cet écosystème des Jeux auxquels je faisais référence, nous avons su démontrer, et j'entends bien dans le cadre des responsabilités qui sont les miennes aujourd'hui et qui furent les miennes hier, que l'Etat apportera sa pleine contribution à cette ambition, nous avons su démontrer toutes et tous, les élus locaux évidemment concernés au premier chef, les départements, la région ou les régions puisque les Jeux sont nationaux, l'État, que nous savions travailler ensemble. Je crois qu'il y a beaucoup de sujets d'ailleurs où la dureté des temps, et face à tous ceux qui cherchent au contraire à diviser, il y a beaucoup de sujets où ne devrions suivre, être inspirés par cet exemple créé par les Jeux Olympiques de Paris. Plus que jamais, je le crois, notre pays a besoin de femmes et d'hommes de bonne volonté qui, bien entendu, dans le respect complet de leurs idées et de leurs conceptions respectives, c'est ce qui fait la force d'une démocratie, et quand je dis travailler ensemble, vous me comprendrez tous, ça ne nous empêche pas de débattre, d'avoir des conceptions différentes. C'est ce qui fait, je crois, notre force. Mais notre force est aussi à un moment donné de nous retrouver sur l'essentiel.

Oui, Mesdames et Messieurs, derrière ce magnifique projet que sont les Jeux olympiques et paralympiques et qui, vous l'avez toutes et tous compris, ont une signification, un message qui va bien au-delà de ce formidable événement. Nous avons collectivement l'impérieux devoir, d'afficher, de montrer, de donner à toucher la France qui se redresse, la France qui rayonne, la France qui unit, la France qui rassemble, la France qui attire, la France qui parle au monde, la France qui a confiance.

Je vous remercie.